

L'Europe s'interroge sur un « virage italien » de Macron

UNION EUROPÉENNE La crédibilité du président français est en jeu

► Les avantages aux plus défavorisés annoncés lundi par Emmanuel Macron vont grever le budget français.

► L'Italie, en pétard budgétaire avec l'Europe, n'a pas tardé à annoncer un « problème français ».

Dès mardi matin, la presse allemande avait dégainé les premières critiques à l'adresse d'Emmanuel Macron et de ses annonces en faveur du pouvoir d'achat des Français. Nos collègues du quotidien *Die Welt* – auquel *Le Soir* est associé dans l'alliance européenne de journaux LENA – allant déjà jusqu'à titrer que « *Le président fait de la France la nouvelle Italie* ». Laquelle Italie, dont le gouvernement populiste est en pleine négociation ardue avec la Commission européenne depuis qu'il a adopté un budget qui laissera filer le déficit, n'a pas tardé à sonner le tocsin : « *Nous n'accepterons pas une application différenciée des règles [budgétaires] européennes*, déclarait l'eurodéputé 5 Etoiles Tania Beghin, tandis que son chef de parti Luigi Di Maio et vice-Premier ministre, déclarait à Rome que les mesures annoncées par Macron vont « *ouvrir un problème français après le problème italien si les règles sont les mêmes*. »

Officiellement, la Commission européenne qui est la gardienne de l'orthodoxie budgétaire, s'est bornée à indiquer via son porte-parole qu'elle allait « *examiner le budget final au printemps prochain* », prochaine étape du cycle de la surveillance économique européenne. En réalité, la question d'une hypothétique dérive budgétaire française, et sur-

tout des implications politiques d'une énième traditionnelle reculade hexagonale face à la rue, sur les efforts et réformes qui constituent l'actuelle doxa européenne, seront examinées à la loupe dans les jours voire les heures qui suivent. Car c'est toute la crédibilité et le leadership, déjà entamés, d'Emmanuel Macron sur la scène européenne qui sont en jeu.

Budgétairement, la question est de savoir comment seront financées les mesures en direction des Français moins favorisés, chiffrées par le ministre des Comptes publics Gérard Darmanin à quelque 10 milliards d'euros. L'alignement des chiffres des différents cabinets français concernés était encore en cours et devrait être achevé d'ici mercredi soir, selon une source entendue par *Le Soir*. Mais on sait que 10 milliards d'euros représentent 0,5 % du produit intérieur brut français. Autrement dit, par rapport à un budget 2019 dont le déficit prévu était fixé à 2,8 %, le déficit pourrait monter à 3,3 %, alors que la règle européenne limite le déficit à 3 %.

En cas d'accroissement du déficit structurel, la Commission aurait à ouvrir une procédure contre la France

Ponctuellement, nous fait-on remarquer côté européen, le déficit nominal peut dépasser de quelques dixièmes la barre des 3 % si c'est exceptionnel : « *Pas un bon signal, mais c'est autorisé*. » La vraie question est celle du déficit structurel (compte non tenu de la conjoncture) : dans son budget 2019, le déficit structurel français doit s'améliorer de 0,2 %. Si les mesures annoncées par Macron ne sont pas contrebalancées par des nouvelles recettes (peu probable

puisque la suppression de la taxe carbone est l'un des principaux cadeaux fiscaux annoncés lundi soir), ou par des réductions de dépenses, la réduction du déficit structurel pourrait être mangée. Et c'est surtout en cas d'accroissement du déficit structurel, strictement interdit, que la Commission aurait à ouvrir une procédure en déficit excessif contre la France...

Si la comparaison avec l'Italie reste excessive – son budget nominal prévoit un déficit de 2,7 % alors que l'objectif antérieur convenu avec l'UE était de 1,5 % – l'anicroche que pourrait représenter même une légère détérioration budgétaire française tombe très mal au moment où l'Europe tente de faire entendre raison au gouvernement italien.

Par ailleurs, la réaction allemande sera cruciale. Depuis son élection, Macron avait misé sur ses promesses de réformes afin d'obtenir que l'Allemagne accepte enfin une réforme de la zone euro qui intègre un peu plus de solidarité financière, notamment par la création d'un budget de l'eurozone, ou encore d'un fonds de garantie européenne pour les dépôts des épargnants, toujours promis par Berlin, mais éternellement repoussé. Dans ce contexte, la réaction mardi de l'Allemand Manfred Weber, coreligionnaire de la chancelière, chef du groupe PPE (droite modérée) au Parlement européen et candidat de sa famille à la présidence de la prochaine Commission européenne, était intéressante : « *Le signal donné par Emmanuel Macron qu'il prend au sérieux les soucis des gens est positif. Il faut aussi poursuivre les réformes. (...) Et je n'ai pas de doutes qu'il peut rassembler les deux perspectives*. »

On a entendu des jugements de conservateurs allemands plus sévères que cela. Mais il est vrai aussi que Manfred Weber aura besoin, le moment venu, du soutien du président français pour accéder à la présidence de la Commission... ■

JUREK KUCZKIEWICZ